

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 14 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CALIPSO

86 BD DE LA REPUBLIQUE
BP 70015
80100 Abbeville

Références : 2023 - E30088
Code AIOT : 0005102093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement CALIPSO implanté 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen a montré l'importance de pouvoir disposer rapidement d'un état des stocks, à la fois pour la gestion de l'accident par les services de secours et la communication de crise par la préfecture.

Par retour d'expérience de cet accident, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations classées soumises à autorisation ont été complétées pour imposer la tenue d'un état des matières stockées et la disponibilité de cet état.

L'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler la mise en œuvre de ces dispositions par les exploitants d'installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALIPSO
- 14 avenue des Fusillés BP 4 80150 Crécy-en-Ponthieu
- Code AIOT : 0005102093

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ccopérative CALIPSO exploite des silos et stockages d'engrais pour le compte de ses adhérents. Le site de Crécy en Ponthieu est soumis à autorisation pour le stockage de certains engrais et à enregistrement pour le stockage de céréales en silos.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sur la droite du site, entre le silo A et la limite de propriété, il a été constaté qu'un grillage avait été posé, empêchant l'accès direct, depuis la route, à la réserve incendie située derrière le silo B. Ce point doit être éclairci par l'exploitant: s'il s'agit bien d'une voie engin dédiée au SDIS, ce grillage doit être retiré et remplacé par une grille ou une barrière qui pourra facilement être ouverte (fermeture par une chaîne par exemple). **Une réponse sur ce point est attendue.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019	/	Sans objet
2	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019	/	Sans objet
3	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019	/	Sans objet
4	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
5	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	Stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été constatée sur la thématique "état des stock". Une observation, attendant une réponse, est émise pour l'accès grillagé à la droite du site (cf. paragraphe 2.2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019
Thème(s) : Situation administrative, Classement 4702
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4702 - Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. II. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. Régime : Autorisation Quantité maximale : 2300 tonnes (499 tonnes critère II dont 249 tonnes de plus de 28 %)
Constats : Lors de l'inspection, aucun stock d'engrais répondant au critère II n'était présent sur le site. L'exploitant a indiqué ne stocker que des engrais répondant au critère III.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019
Thème(s) : Situation administrative, Classement 4702
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4702 : Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. Régime : Autorisation Quantité maximale : 2300 tonnes (dont 2300 t critère III si pas de critère II)
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté un stock de 120,81 tonnes d'engrais répondant au critère III.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019
Thème(s) : Situation administrative, Classement 2160 (silo)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2160.2.a : Silos de 40 630 m ³ Régime : enregistrement
Constats : Aucune modification n'est intervenue sur le site depuis l'arrêté préfectoral du 16/09/2019. Les capacités restent inchangées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : La base de données est accessible via internet depuis n'importe quel endroit. Un export Excel est également possible à tout moment. L'exploitant a édité un état des stock : celui-ci n'associait pas les stocks aux rubriques ICPE correspondantes. L'exploitant a alors sorti un second état des stocks, qui reprenait bien les rubriques ICPE. L'inventaire est mis à jour en temps réel, à chaque entrée/sortie. Le recalage se fait annuellement, en juin, avec un inventaire physique. L'exploitant précise que, pour chaque grande famille de produit, le recalage est plus fréquent (à chaque fin de saison d'utilisation) mais l'inventaire de juin concerne l'ensemble des produits, en même temps.
Observations : L'exploitant modifiera sa procédure (fiche réflexe) afin que l'état des stocks qui sera édité en cas de sinistre corresponde bien à celui qui associe les produits aux rubriques ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'exploitant dispose des FDS des matières dangereuses présentes sur le site, en format informatique. Il a présenté la FDS de l'ammonitrate 27%, accessible facilement. Par échantillonnage, la FDS concernant le produit CMR (ACLON) a été demandée et présentée rapidement également; la fiche était récente (2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soit des engrais ou non. Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.
Constats : Un plan dans le bureau permet d'identifier les stockages dans chaque cellule Le panneau extérieur d'identification d'une des cellules était manquant, l'exploitant a transmis par mail du 05/06/2023 des photos du panneau remis en place.
Observations : Le plan doit être rendu disponible également via internet afin de pouvoir le consulter à distance, comme l'état des stocks, en cas de situation d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet